

La crise de l'euro, nouvelle phase de la crise de l'économie mondiale, par Robert Rollinat (I/IV)

26 janvier 2012



Dans la même Rubrique

Les Articles ●

- Une crise du capitalisme de concurrence et de sur-accumulation, par Robert Rollinat (II/IV)
- Rifkins, Stiglitz, Sachs : la voie du développement durable, par Chems Eddine Chitour
- Une économie mondialisée au détriment des salariés et des citoyens, par Robert Reich
- La crise de l'euro, nouvelle phase de la crise de l'économie mondiale, par Robert Rollinat (I/IV)
- Plaidoyer pour un protectionnisme européen, par Gaël Giraud

Dans l'Actualité

Les Brèves ●

- ▶ 130 ans de réchauffement climatique en 26 secondes (Video, NASA)
- ▶ « Une crise qui nous vient de si loin...ou les facilités de la mondialisation » par JC Werrebrouck
- ▶ Durée moyenne de la semaine du travail aux USA : 34 heures - 41 heures dans l'industrie, dont 3,5 heures supplémentaires (BLS via Big Picture)
- ▶ « L'inflation n'est pas le problème, c'est la solution » (Paul Krugman, Le Monde)
- ▶ Balcon sur mer de chine : les USA veulent renforcer leur présence militaire aux Philippines (Raw Story)
- ▶ Idéal bafoué : le chômage des jeunes en Europe (Graphique)
- ▶ Brutal : le pic pétrolier, c'est maintenant (Graphique, Gregor Macdonald)
- ▶ Grande Bretagne, Espagne, Italie, La débâcle de l'austérité, par Paul Krugman (RTBF, VF)
- ▶ Grèce : L'archevêque Ieronymous dénonce les « médecines mortelles » de l'austérité (Kathimerini)
- ▶ Grèce : le commerce va perdre 160 000 emplois cette année - le pays sur la pente de la « pauvreté absolue » (Kathimerini)

Les Articles ●

- Climat : Des sceptiques incompetents, lettre ouverte de scientifiques

- ACTUALITÉ
IDÉES
- SOCIAL
- » ENVIRONNEMENT
- » SOCIÉTÉS
- » GUERRE ET PAIX
- » OPINIONS
- » REVUES DE PRESSE
- » VIDEOS
- » PAUSE CAFÉ
- INVENTAIRES
- Dossiers
 - Auteurs
 - Archives
 - Articles Récents
- SITE
- Contacts
 - Contributions
 - RSS
 - Plan du Site

SOUTIEN

[Faire un don](#)

« Ce texte poursuit la réflexion engagée au cours d'un texte précédent consacré à la « guerre des monnaies ». Il s'agit en fait, par delà la « chronique des événements » de la crise, en particulier dans leur dimension financière et monétaire (crise des dettes « souveraines », avenir et « survie » de l'euro) de rappeler dans quelle problématique cette crise s'est inscrite depuis maintenant plus de trois ans. Pour nous, le fil conducteur reste celui de l'analyse marxiste à travers l'évolution du capitalisme de « concurrence ». La crise a au moins un mérite : elle « révèle » la concurrence mais elle tend aussi à l'exacerber. Elle met donc en évidence les nouvelles conditions de valorisation du capital, de recherche du profit. Elle se traduit par des processus complexes et différenciés de « destruction-création » de valeur et illustre aussi les mécanismes liés à la « suraccumulation » du capital , à la surproduction de marchandises (toujours relative) qui en découle. » L'économiste Robert Rollinat, professeur à Paris X Nanterre, propose ici sa lecture de la crise.



Par Robert Rollinat, Professeur d'Université. Economiste, décembre 2011

Tous ceux qui se réfèrent à Marx l'ont appris depuis longtemps : pour survivre, le capitalisme doit continuer, vaille que vaille, à « extorquer » la plus-value pour réaliser le profit. C'est un impératif absolu pour le fonctionnement du système mais aussi pour sa reproduction. C'est aujourd'hui ce qui lui donne ce caractère prédateur et brutal, non seulement au niveau du travail et de l'emploi, mais dans tous les domaines de la vie sociale.

LA CRISE DE L'EURO : LA CHINE, L'EUROPE ET L'AMERIQUE

Pour illustrer concrètement les mécanismes généraux de la concurrence dans le cadre du « capitalisme mondialisé », on peut simplement, au niveau européen, rappeler quelques éléments récents de la chronique financière de l'automne 2011.

Le mardi 13 septembre 2011, alors que les Bourses européennes continuaient leur dégringolade, que les taux d'intérêt des obligations d'Etat italiennes s'envolaient, la Chine réaffirmait « sa confiance dans l'économie européenne et dans l'euro », tout en engageant des discussions, par l'intermédiaire du fonds souverain China Investment Corp., pour le rachat d'une partie de la dette « souveraine » de l'Italie. En effet, selon un économiste chinois autorisé cité par l'A.F.P., pour la Chine, « les obligations italiennes pourraient s'avérer de bonnes affaires » et la Chine « devrait voir si elle peut tirer un avantage de cette opportunité (la crise de la dette) pour faire une percée dans ses relations et sa coopération avec des pays européens comme l'Italie et la France ». Pour la Chine, « l'aide » à l'Europe serait une occasion de diversifier le placement de ses réserves de change (2300 milliards d'euros), trop exclusivement orientées vers les obligations d'Etat américaines mais aussi (selon le « China Daily » cité par « Le Monde » du 15 septembre) de réaliser, en ces temps de crise, « des fusions et des acquisitions dans la zone euro, plus particulièrement pour les entreprises de haute technologie ».

Finalement, ce même 13 septembre, les discussions entre la délégation du fonds souverain chinois et l'Italie échoueront, accentuant, le jour même, la rechute des Bourses en Europe et à Wall Street, mais l'épisode est révélateur de l'ampleur de la crise de l'euro et l'impuissance politique et financière des pays créanciers censés « sauver » la Grèce de la faillite. Si, bien évidemment, les Chinois avaient pu prendre en charge une partie de la dette italienne (plus de 1900 milliards d'euros), d'une toute autre dimension que celle du Portugal ou de la Grèce, les « marchés » et surtout les banques créancières en très grosse difficulté (notamment françaises et allemandes) en

auraient été soulagées d'autant. Peut-être la dette souveraine italienne n'aurait-elle pas été dégradée par Standard & Poor's une semaine plus tard avec maintenant un endettement équivalent à 120% de son Produit Intérieur Brut.

L'Italie, troisième économie de l'Union monétaire et selon un expert, ultime « pare-feu » de la France, est directement menacée d'une crise de liquidité de ses banques et ne sera pas en mesure, pour des raisons sociales et politiques évidentes, de mettre en pratique les plans « d'austérité » préconisés par la Banque Centrale Européenne. Restera alors le recours à un « fonds de sauvetage » de la zone euro encore dans les limbes et dont l'Italie devait justement être un des principaux contributeurs.

Ce n'est donc pas faire preuve de catastrophisme que de considérer que l'ensemble du système de banques européen est maintenant menacé. L'impuissance des différents « sommets » et réunions « de crise » à simplement stabiliser (sinon résoudre) la situation, révèle le profond désarroi politique des responsables d'une Europe économique « virtuelle », construction institutionnelle et juridique artificielle, mise au service des partisans de la mondialisation et des dirigeants du capital international.

Que le premier ministre chinois Wen Jiabao se dise aujourd'hui « prêt à aider les Européens » s'ils font preuve « de plus de responsabilité et s'ils mettent de l'ordre dans leurs maisons » n'est pas simplement une outrecuidance vexatoire, cela témoigne de l'évolution de la crise mondiale depuis 2008 : de nouveaux rapports de force politiques et économiques, une nouvelle configuration géo-politique mondiale se sont progressivement mis en place où, incontestablement la « vieille Europe » mais aussi les Etats-Unis se voient directement contester leur place au plan international.

L'accélération de la crise ouverte de la zone euro commencée en Août 2011 a pu être aussi considérée comme une nouvelle phase de la rivalité entre l'euro et le dollar [1]. Certains analystes ont cru y voir un « complot » des anglo-saxons contre la monnaie européenne. Selon « l'euroscéptique » « Financial Times » de Londres, des financiers à « Wall Street » et à la « City » auraient été suspectés de participer à des attaques contre l'Euro afin de mettre les banques européennes (et françaises en particulier) en difficulté afin de faciliter ainsi leur rachat par des banques américaines (thèse reprise en France par Laurence Parisot, responsable du MEDEF). En fait, il n'était nul besoin d'organiser un complot pour que les spéculateurs, notamment ceux liés aux « hedge funds », fonds de placement à risque, décident de « jouer à la baisse » la dette grecque pour concrétiser leurs gains. C'est ce qui s'est effectivement passé début septembre.

Il est aussi évident que les Etats-Unis (pays surendetté et qui a donc besoin que les autres pays, notamment la Chine, lui achètent une part de son énorme dette) doivent aujourd'hui faire en sorte que le dollar reste, par-delà ses difficultés, la monnaie de référence internationale et qu'ils ont donc tout intérêt à « décrédibiliser » l'euro. Pourtant la faillite d'un Etat européen aurait aujourd'hui d'énormes conséquences pour l'économie mondiale. C'est la raison pour laquelle, Timothy GEITHNER, secrétaire au Trésor américain et artisan des « plans de relance » du Président OBAMA est venu, le 16 septembre à la réunion de l'Eurogroupe en Pologne pour inciter les Européens à « agir de façon décisive et à parler d'une seule voix ». La « division » des Européens fait peser un « risque catastrophique à l'économie mondiale » a-t-il estimé, considérant que la croissance européenne « pourrait être virtuellement à l'arrêt à la fin de l'année ». Mais le Président de l'Eurogroupe lui a, au cours de cette même réunion, répondu qu'il n'y avait plus, dans la zone euro, « aucune marge de manœuvre pour lancer un nouveau plan de soutien à l'économie ».

En effet, les mécanismes dits « keynésiens » de relance [2], en fait surtout jusqu'à présent la création massive de monnaie par la planche à billets (la « monétisation » des dettes) n'ont fait que repousser les échéances, sans permettre la relance des investissements. Ils n'ont contribué qu'à l'augmentation incontrôlable de l'endettement des Etats. Désormais inopérants, ils rendent nécessaire une nouvelle « purge » du système où cette fois, il faudra bien tenter de solder les comptes. C'est la raison pour laquelle les banques européennes, renflouées à grand frais par les Etats après 2008 et qui avaient ensuite, pour élargir leurs profits, massivement prêté à des pays insolubles seraient maintenant contraintes de « sacrifier » une partie de leurs créances afin de pouvoir être rapidement « recapitalisées ».

FAILLITES-RECAPITALISATION DES BANQUES : UN NOUVEAU 2008 ?

Aujourd'hui, selon des données récentes, les banques de l'Union monétaire seraient dotées de 32.500 milliards d'euros d'actifs, dont une part de crédits pourris ou toxiques. Ce montant représente 350% du PIB de cette même zone euro (aux Etats-Unis, ce même ratio est d'environ 80%). Cela confirme le fait que, pour les banques européennes (et le capital financier auquel elles sont adossées), le crédit a constitué, dans la période 2008-2010, un élément très important, bien que parfaitement artificiel et pervers, de valorisation du capital.

Non seulement ces banques ont massivement souscrit aux emprunts d'Etat émis par des Etats souverains du Sud et de l'Est européen, non seulement elles ont « accompagné » des projets d'investissement non rentables (les autoroutes portugaises et des nouveaux aéroports espagnols aujourd'hui non exploités en sont un bon exemple) mais elles ont aussi pris des participations, voire directement le contrôle de banques dans ces mêmes Etats. Ces banques (dans la plupart des cas des filiales des grands groupes bancaires européens) n'ont pas été en mesure d'impulser une activité productive rentable donc de « rembourser » les avances en capital consenties. Ce sont ces trois éléments cumulés qui constituent aujourd'hui les bases de l'endettement considérable des principaux réseaux de banque européens.

Mais c'est le cadre européen de l'euro, « monnaie unique » et aussi les fonds européens qui ont été le véhicule de la politique « monétaire » de la Banque Centrale Européenne qui a pu fournir, à très bas taux, aux banques créancières, le crédit nécessaire à ces diverses opérations. Ces banques prêteuses en ont tiré, pendant un temps, de substantiels bénéfices puisque prêtant elles-mêmes à un taux beaucoup plus élevé. C'est le défaut de paiement de la Grèce qui a été le révélateur d'un surendettement qui trouve sa source, à la fois dans la poursuite de la dérégulation financière et dans l'appât du gain des banquiers [3].

au Wall Street Journal

■ Une crise du capitalisme de concurrence et de sur-accumulation, par Robert Rollinat (11/1V)

■ Rifkins, Stiglitz, Sachs : la voie du développement durable, par Chems Eddine Chitour

■ Paul Krugman : la crise européenne en 7 graphiques

■ Une économie mondialisée au détriment des salariés et des citoyens, par Robert Reich

■ Iran : suspects habituels et mémoires sélectives, par Robert Fisk

■ 2011, nouvelle année record de température

■ Iran-USA : une dangereuse absence de dialogue, par Trita Parsi

■ Nucléaire iranien : les options militaires des USA, par Konstantin Bogdanov

■ Israël, victime de sa sociologie, par Uri Avnery

Aujourd'hui, il ne s'agit pas seulement pour les banques de tenter de récupérer leurs créances sur la Grèce, pays quasi-insolvable, mais aussi, avec des montants plus importants encore, sur l'Italie, l'Espagne (dont les notes de dettes souveraines ont été de nouveau rabaisées début Octobre 2011) mais aussi sur le Portugal et d'autres pays est-européens. Alors qu'il y a quelques mois à peine, ces banques avaient fait l'objet de « tests » de résistance positifs (« stress » tests), elles révèlent brutalement l'insuffisance de leurs fonds propres, leur sous-capitalisation. Encombrées de titres de dette souveraine fortement décotés (négociables parfois à moins de la moitié de leur valeur d'émission), elles en appellent de nouveau aux Etats, et en premier lieu au « couple » franco-allemand, censé garantir la stabilité de la zone euro.

En France, la faillite de la Banque DEXIA est venue confirmer la difficulté de la situation. DEXIA est l'exemple-type de ces banques qui avaient « prospéré » avec la crise, à partir, en France, essentiellement d'activités « de marché » et de souscription de dettes « souveraines » [4].

La faillite de DEXIA est annonciatrice d'autres défaillances bancaires en Europe.

Désormais, la crise du « politique » aux Etats-Unis, en Allemagne, en France et dans tous les pays endettés interfère directement avec la crise financière et sociale. Aucune mesure partielle ne peut résoudre les problèmes de fond. Toutes les mesures financières actuellement prises relèvent de l'urgence, destinées à parer au plus pressé, sans vraiment « rassurer les marchés », c'est-à-dire le capital et la finance spéculative [5].

Le Fonds Européen de Stabilisation Financière (FESF), laborieusement mis en place il y a quelques mois ne dispose pas de moyens suffisants pour les recapitaliser (c'est-à-dire augmenter leurs fonds propres). Les banques les plus exposées aux dettes souveraines des pays en détresse comme la Grèce ou l'Italie (mais aussi l'Espagne dont la dette a été de nouveau dégradée à la mi-octobre) sont donc maintenant directement menacées de faillite, avec toutes les conséquences sociales et politiques qui peuvent en découler. En un mois, leurs cours de Bourse se sont effondrés [6] et leur capitalisation boursière s'est brutalement réduite. Se recapitaliser consisterait pour elles à s'adresser aux « marchés », à leurs actionnaires (notamment à leurs dirigeants qui ont profité largement des « bonus ») pour augmenter le niveau des fonds propres, voire à solliciter des « repreneurs » étrangers. Mais qui accepterait de s'engager maintenant vers des opérations aussi risquées ? Donc, l'ultime recours de la finance, face à la menace d'une déconfiture bancaire généralisée, ce sont désormais les Etats.

C'est bien ce qui s'est encore passé le 27 Octobre 2011 à Bruxelles, à l'issue d'une folle semaine de négociations et d'un nouveau « sommet » volontairement dramatisé. Pour « sauver » la Grèce, il a été nécessaire de lui consentir une aide supplémentaire de 30 milliards d'euros et surtout, les banques prêteuses ont été cette fois contraintes d'accepter une décote de 50% de leurs titres sur ce pays, « effaçant » ainsi une partie de leur dette publique. Cet abandon de créances, considéré comme « volontaire » n'entraînera pas les mécanismes classiques « d'assurance » (notamment les fameux CDS, : Credit Default Swaps,) qui sont censés protéger les créanciers de la faillite d'un emprunteur. L'endettement de la Grèce envers le FMI et la Banque centrale européenne ne sera pas réduit d'un dollar.

Mais quelle sera la contrepartie de cette aide ? Que la Grèce poursuive les plans d'austérité en cours et accélère les privatisations pour atteindre quinze milliards d'euros. Ces mesures devraient alors, à l'horizon 2020 (!), ramener l'endettement de la Grèce de 160 à 120% de son Produit Intérieur Brut, lui permettant alors de revenir « sur les marchés » [7]. En fait, tout cela supposerait un redémarrage de l'économie grecque (en « croissance négative » depuis 2008) et un bond de ses exportations (seulement 7% du PIB dont tourisme et armement maritime, le plus faible taux de la zone euro) et aussi des rentrées fiscales provenant d'activités économiques rentables. Les récents développements de la situation dans ce pays ne vont pas dans ce sens.

L'avenir reste très problématique dans la mesure où le FESF censé constituer un « fonds de sauvetage » financier de la zone euro n'a pas été « autorisé », suite au refus de l'Allemagne, à avoir accès aux ressources en principe « illimitées » de la Banque Centrale Européenne. Simplement sa « force de frappe » a été théoriquement accrue puisqu'il pourrait désormais « garantir » jusqu'à 1000 milliards d'euros de prêts émis par les Etats européens. Mais cet échafaudage instable de garanties révèle d'emblée ses limites si l'on veut bien considérer que les principaux contributeurs à ce fonds (en 2ème, 3ème, 4ème position : la France, l'Italie et l'Espagne) pourraient, dans un proche avenir, être amenés à solliciter son aide.

Qui pourrait donc désormais, dans ce chaos politico-financier, « sauver » l'Euro en participant au « fonds de sauvetage » européen et au renflouement des banques créancières de pays en déficit ? Les pays dits « émergents » ont été sollicités pour fournir leur « aide ». Parmi ceux-ci, la CHINE revient en première ligne. Déjà souscriptrice d'obligations émises par le FESF, elle pourrait apporter encore de 35 à 70 milliards d'euros. La condition : accéder rapidement au « statut d'économie de marché » de l'Organisation Mondiale du Commerce, c'est-à-dire permettre à ses marchandises (et à ses investissements) d'accéder plus librement aux pays européens. La Chine, la plus grande économie du monde à surplus d'exportation, donc avec des réserves considérables, serait financièrement la mieux placée pour aider l'Europe. Elle demandera cependant des garanties solides pour souscrire aux dettes souveraines de l'eurozone ainsi que l'accès à ses marchés. D'un autre côté, pour poursuivre ses exportations, affirmer son influence en Europe, elle a tout intérêt à « sauver » la zone euro, l'empêcher si possible d'entrer dans une nouvelle phase de dépression.

Ces conflits « d'hégémonisme » ne découlent pas directement des mécanismes généraux de la concurrence mais ils lui sont liés. Ils révèlent surtout la place prise par les nouveaux venus dans les échanges mondiaux. L'interdépendance mondiale accrue, la « pression » chinoise, pourraient, selon certains, favoriser une plus grande intégration du capital au niveau européen, pour d'autres contribuer davantage à aiguïser les rivalités commerciales au sein même de l'eurozone [8].

Le scénario qui semble le plus probable, à l'aube de cette année 2012, est bien celui de nouvelles faillites ou de fusions-structurations de banques au sein même de la zone euro comme le prévoit le dernier rapport trimestriel de la Banque Centrale Européenne elle-même. Selon ce rapport, l'indicateur du « risque systémique », celui qui renseigne sur la solidité du « réseau bancaire » dans

son ensemble, n'a jamais été aussi élevé, bien supérieur à celui qui avait prévalu lors de la crise des subprimes. Les actions des grandes banques européennes ont en effet perdu près des deux tiers de leur valeur depuis le début de 2011 et les contrats financiers de « garantie » comme les CDS, Credit Default Swaps, censés faire face au défaut des Etats, des entreprises, des banques elles-mêmes risquent d'être inopérants. La perte de « confiance » est telle que le manque de liquidités peut aujourd'hui faire tomber une Banque, et par contagion d'autres banques car tout se conjugue : la crise des dettes souveraines, la fragilité du système bancaire et le marasme grandissant des économies. La crise de liquidités est telle que la BCE a du, une nouvelle fois, le 20 décembre, mettre à la disposition des banques européennes, à « guichet ouvert », près de 500 milliards d'euros pour éviter la déconfiture.

Texte communiqué par l'Auteur

[1] Voir notre texte précédent : « La guerre des monnaies comme révélateur de la crise du capitalisme », mars 2011, 12 pages.

[2] En fait, les monétaristes « à la FRIEDMAN » considéraient également que les Etats, via la Banque Centrale, devaient, en période de crise, permettre la croissance de la masse monétaire et des dépôts bancaires. Dans un texte célèbre, FRIEDMAN avait ainsi estimé que si, en 1929, la Réserve Fédérale avait agi ainsi, la crise aurait pu être évitée aux Etats-Unis.

La divergence avec les « vrais » keynésiens porte en fait sur le « volume » de la création ex-nihilo de monnaie. C'est ainsi que Paul KRUGMAN (dans ses chroniques du « New York Times ») mais aussi Martin WOLF (dans le « Financial Times » de Londres, relayé par « Le Monde ») n'ont eu de cesse, depuis 2009, de critiquer la « timidité » des plans de relance américains et surtout l'incapacité des gouvernements européens à suivre la même voie.

[3] Cette dimension « cupide » de la Banque, parfois difficile à comprendre pour les non-initiés, a été, pour les Etats-Unis, bien analysée dans l'ouvrage de Jeff MADRICK : « Age of Greed. The Triumph of Finance and the Decline of America. 1970 to the Present », Knopf éditeur, 2011

[4] La banque Dexia, déjà « sauvée » en 2008 (avec 6 milliards d'euros) par la France et la Belgique était spécialisée en France dans les prêts aux collectivités locales. Privatisée et entrée dans la logique des « banques de marché », elle était à la fin de l'été 2011, « plombée » par 95 milliards d'euros d'actifs « toxiques » dont elle n'a pu se délester mais aussi fortement engagée sur les dettes grecque, espagnole et italienne. Après la cession des actifs encore « rentables » (la filiale turque Denizbank et le secteur de « banque privée ») ce sont, cette fois encore, les Etats belge et français qui ont été appelés à la rescousse pour liquider les pertes. En France, le portefeuille de prêts aux collectivités locales évalué à 70 milliards d'euros serait repris par la Caisse des dépôts et la Banque Postale. Une fois de plus, socialisation des pertes après privatisation des gains. En avril 2011, le PDG s'était vu attribuer 600.000 euros de bonus au titre de l'exercice 2010.

[5] Ainsi, le 16 septembre 2011, trois ans jour pour jour après la faillite de Lehman Brothers, les banques centrales (FED, BCE, Banque d'Angleterre, Banque du Japon) ont décidé une « action coordonnée » pour fournir, de manière illimitée des dollars à tous les établissements financiers européens. La Banque Centrale Européenne a, quant à elle, décidé de fournir, « à guichets ouverts » et, pour le moment sans limite, les liquidités demandées par les banques. Assurer d'urgence la « liquidité » du système, c'est éviter le grippage complet des financements bancaires, notamment ceux du commerce international (le dollar restant encore la principale devise d'échange sur les marchés des matières premières)

[6] Les banques françaises ont été les plus attaquées en Bourse. L'indice Euro Stoxx des valeurs bancaires européennes a perdu 46% entre le 7 juillet et le 12 septembre 2011. Entre le 1er juillet et le 12 septembre, la capitalisation boursière de BNP Paribas a diminué de 52%, celle de la Société générale de 60%, celle du Crédit agricole de près de 55% (moyenne des banques européennes : baisse de 33% sur les trois derniers mois). En deux mois plus de 69 milliards d'euros se sont ainsi volatilisés pour les trois banques françaises. A noter qu'il y a 3 mois, ces banques avaient satisfait aux « stress tests » (indicateurs de solvabilité) et Madame Parisot avait encore affirmé il y a peu : « Les banques françaises sont les plus solides du monde ». Fin septembre, on apprenait pourtant que les fonds américains avaient, en trois mois, réduit de plus d'un quart leurs placements dans les banques européennes. Les banques européennes ont de nouveau très attaquées en Bourse fin Octobre, suite à la « décote » des titres grecs. La première banque italienne UNICREDIT a annoncé le 15 Novembre 2011, une perte historique de 10,5 milliards d'euros. Sa capitalisation boursière est tombée de 43 à 14,5 milliards d'euros entre avril 2010 et Octobre 2011 suite à la dépréciation de ses filiales en Europe de l'Est.

[7] Pendant tout ce temps, la spéculation a continué. La « finance de l'ombre » et notamment les « hedge funds » qui avaient d'abord « joué », avec succès, les banques françaises à la baisse en Septembre, ont pu racheter, à très bon compte, de la dette grecque (40 milliards d'euros depuis la fin juillet selon une estimation de la City de Londres). Même décotés de 50%, ces titres de dette pourraient être encore très rentables pour leurs détenteurs.

[8] C'est ainsi qu'il faut tenter de mesurer l'impact de la vague récente d'investissements chinois en Europe. En Grèce, le géant chinois Cosco veut faire du port du Pirée sa porte d'entrée dans l'Union européenne (investissement de 3,4 milliards d'euros). De nouveaux contrats sont prévus avec la Chine qui investirait dans les services bancaires, les télécommunications et même l'industrie de la bière. Elle est déjà candidate à la privatisation des chemins de fer.

Du même auteur

■ Une crise du capitalisme de concurrence et de sur-accumulation, par Robert Rollinat (II/IV)

Lire aussi

- Une crise du capitalisme de concurrence et de sur-accumulation, par Robert Rollinat (II/IV)
- Paul Krugman : la crise européenne en 7 graphiques
- Vu d'ailleurs : la faillite de l'euro serait celle de l'Europe, éditorial du Quotidien du Peuple
- Tribune : Pour un démontage concerté de l'euro
- L'euro pousse l'Italie vers la dépression, par Ambrose Evans-Pritchard
- Eurocrise : vers l'heure de vérité, par Jacques Sapir
- Grèce : chroniques d'un naufrage imposé, par Grigoriou Panagiotis
- Standard & Poor's sanctionne la rigueur européenne
- L'austérité tue l'Europe, par Jeff Madrick
- Pourquoi faut-il que les Etats payent 600 fois plus que les banques ? par M. Rocard & P. Larrourourou
- Les conditions d'un démantèlement réussi de la zone euro, par Jean-Claude Werrebrouck
- Reniements européens : la prise de pouvoir de la finance, par Michael Hudson (III/III)
- Eurocrise : la responsabilité historique des dirigeants européens, par Jacques Sapir
- Eurocrise : qui sont les vraies cigales ? par Yanis Varoufakis
- Radar 15/12/11 - Eurocrise bancaire : dégâts collatéraux
- Radar 9/12/11 - Eurocrise : une grave erreur de diagnostic, rappelle Martin Wolf
- Les politiques de rigueur vont détruire l'Eurozone, par Simon Tilford and Philip Whyte (VO)
- Une dernière chance de sauver l'eurozone de l'implosion, par Yanis Varoufakis (VO)

Référence	http://contreinfo.info/article.php3?id_article=3190
Envoyer à un ami	Imprimer
DEBATE Forum	Nous Ecrire
Haut de Page	

